

## L'objectif de 50% de bio dans les cantines sera dans la loi (Travert)

Paris, 3 déc. 2017 (AFP) -

L'objectif de passer à 50% de produits bio et locaux dans la restauration collective d'ici à 2022 fera l'objet d'une loi, déclare le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert dans Le Journal du Dimanche.

Interrogé pour savoir si cet objectif serait inscrit dans la loi, le ministre a répondu: "Oui, ce chiffre fait partie des objectifs d'une grande politique d'alimentation. Il y en a d'autres. Par exemple qu'en 2022, l'essentiel des oeufs coquille consommés proviennent d'élevages alternatifs à la cage."

Le fait de passer à 50% de produits bio dans les cantines faisait partie des promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Promesse qu'il a renouvelée lors de son discours de Rungis en octobre sur les États généraux de l'alimentation.

Le président Macron avait alors annoncé qu'il voulait légiférer par ordonnances au premier semestre 2018 pour rééquilibrer les contrats entre agriculteurs et distributeurs, ainsi que sur le seuil de revente à perte, afin que les agriculteurs soient mieux rémunérés.

Concernant le lien entre santé et alimentation, M. Travert (LREM, ex-PS) a également indiqué au JDD qu'il réfléchissait avec la ministre de la Santé Agnès Buzyn "à un fonds de prévention public-privé".

"Il faut investir dans la prévention, notamment vis-à-vis des jeunes, amplifier et diversifier les actions d'éducation alimentaire, la sensibilisation, l'information", a-t-il ajouté.

Interrogé par BFMTV sur cet objectif pour le bio dans les cantines, l'ancien ministre socialiste de l'Agriculture Stéphane Le Foll a répondu: "c'est possible", "si on continue sur la voie que nous avons tracée avec les acteurs" de ces secteurs.

"Je suis beaucoup plus favorable à cette stratégie-là qu'à ce qu'a annoncé (le ministre de la Transition écologique et solidaire) Nicolas Hulot: un jour obligatoire sans viande (à la cantine). Qu'on offre des alternatives avec des repas végétariens, cela me paraît logique, mais qu'on impose un repas végétarien, je trouve ça un peu bizarre", a-t-il ajouté.

Le député de la Sarthe a appelé à "bien réfléchir à ce genre de sujet socialement" pour "les couches populaires les plus pauvres où l'on mange de moins en moins de viande car c'est trop cher", car "les cantines scolaires sont des lieux où les enfants ont un repas avec vraiment de la diversité par jour".

Notant qu'"on a baissé la consommation de viande, et il fallait le faire", l'ancien ministre a dit "attention, parce que l'équilibre de l'agriculture de demain, c'est de l'élevage et des céréales".

etr-ic/reb/nm/er

Afp le 03 déc. 17 à 14 47.